

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 mai 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à permettre à la Belgique de participer
à la Réunion des États parties
au Traité des Nations Unies
sur les armes nucléaires**

(déposée par Mme Els Van Hoof)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 mei 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**teneinde België te laten deelnemen
aan de Vergadering van de Verdragspartijen
bij het VN-Verdrag
inzake het Verbod op Kernwapens**

(ingediend door mevrouw Els Van Hoof)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La guerre récemment déclenchée en Ukraine et la menace potentielle d'un conflit nucléaire qui pèse dans ce contexte nous ont rappelé que la présence d'armes nucléaires dans le monde présente un risque pour la paix et la sécurité internationales. Il convient donc de prendre des mesures en vue de réduire progressivement et de supprimer les armes nucléaires dans le monde.

Il y aurait dans le monde neuf pays qui posséderaient près de 13 400 armes nucléaires.¹ La première utilisation de ces armes à Hiroshima et à Nagasaki en 1945 a déjà clairement révélé les dégâts que peuvent causer les armes nucléaires. En outre, les armes nucléaires de la génération actuelle sont nettement plus puissantes que les armes de la première génération. L'utilisation d'armes nucléaires causera nécessairement des pertes humaines considérables. Outre son bilan humain, même une guerre nucléaire de petite envergure pourrait avoir un prix écologique considérable. Le recours aux armes nucléaires est donc inacceptable à tous égards et doit être évité en tout temps.

Le conflit récemment déclenché en Ukraine a malheureusement aussi clairement montré que la paix n'est pas éternellement garantie en Europe. L'agression russe a clairement indiqué que les règles de droit peuvent facilement être piétinées et que les régimes totalitaires n'éprouvent aucune honte à violer purement et simplement les règles du droit humanitaire international. Le risque que des armes nucléaires soient un jour effectivement utilisées lors d'un conflit armé n'est donc pas irréaliste, certainement pas si le déploiement d'armes nucléaires peut être irrationnellement décidé par un seul homme. Dès lors, il est plus important que jamais de prendre des mesures supplémentaires pour un désarmement nucléaire mondial. Notre pays doit également prendre ses responsabilités à cet égard.

Il n'est toutefois pas simple de prendre des mesures en faveur du désarmement nucléaire à l'échelon belge car la politique de sécurité de notre pays est étroitement liée aux engagements qu'il a pris dans le cadre de l'OTAN et de l'Union européenne. Disposer d'armes nucléaires constitue un élément essentiel de la stratégie de sécurité de l'OTAN. Le Concept stratégique de l'OTAN prévoit que l'OTAN demeurera une alliance nucléaire tant que les armes nucléaires existeront. Il n'est donc pas souhaitable que la Belgique prenne des décisions unilatérales à propos du désarmement

¹ Source: ICAN, *International Campaign to Abolish Nuclear Weapons*.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De recente oorlog in Oekraïne en de potentiële dreiging van een nucleair conflict in die context, hebben ons nogmaals doen realiseren dat de aanwezigheid van kernwapens in de wereld een risico vormt voor de internationale vrede en veiligheid. Aldus moeten stappen gezet worden om te streven naar de progressieve afbouw en verwijdering van kernwapens wereldwijd.

Wereldwijd zouden negen landen ongeveer 13 400 kernwapens bezitten.¹ Na hun eerste gebruik in Hiroshima en Nagasaki in 1945 werd al duidelijk welke vernietigende impact het gebruik van kernwapens kan hebben. Daar komt bij dat de huidige generatie kernwapens vele malen zwaarder zijn dan de eerste generatie. Het gebruik van kernwapens zal dan ook noodzakelijkerwijs leiden tot een enorme menselijke tol. Naast die menselijke tol, kan zelf een bescheiden kernoorlog een zware ecologische tol teweegbrengen. Het gebruik van kernwapens is dan ook in alle opzichten onaanvaardbaar en moet te allen tijde vermeden worden.

Helaas maakte het recente conflict in Oekraïne ook duidelijk dat een eeuwige vrede in Europa nooit een garantie is. De Russische agressie maakte duidelijk hoe gemakkelijk internationale rechtsregels ter zijde worden geschoven en hoe totalitaire regimes zich niet schamen om open en bloot de regels van het internationaal humanitair recht te schenden. Het gevaar dat ooit daadwerkelijk kernwapens worden ingezet bij een gewapend conflict, is dan ook niet irreëel. Zeker niet wanneer kernwapens kunnen worden ingezet door een niet-rationele beslissing van één man. In die context is het meer dan ooit belangrijk verdere stappen te zetten richting een wereldwijde nucleaire ontwapening. Ook ons land dient hierin zijn verantwoordelijkheid te nemen.

Belgische stappen richting nucleaire ontwapening zijn echter niet eenvoudig te nemen door de verwevenheid van de veiligheidspolitiek van ons land met zijn engagementen aangegaan binnen de context van de NAVO en de Europese Unie. Het ter beschikking hebben van kernwapens vormt een essentieel onderdeel van de veiligheidsstrategie van de NAVO. Het Strategisch Concept van de NAVO stelt dat zolang er nucleaire wapens zijn, de NAVO een nucleaire alliantie zal blijven. Aldus is het niet wenselijk dat België unilaterale beslissingen neemt in verband met nucleaire ontwapening, maar net terdege

¹ Bron: ICAN, *International Campaign to Abolish Nuclear Weapons*.

nucléaire. Il est préférable qu'elle se concerte comme il se doit avec ses alliés au sein de l'OTAN et avec ses alliés au niveau européen. Cette concertation permettra d'assurer que la Belgique, en qualité de partenaire crédible, respectera les engagements qu'elle a pris. Notre pays doit toutefois être disposé à poursuivre le dialogue à propos du désarmement nucléaire afin que des processus multilatéraux puissent être développés en matière de désarmement nucléaire.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 17 juillet 2017, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires). Ce traité est entré en vigueur le 24 octobre 2020 après sa ratification par le Honduras en tant que cinquantième État partie. Ledit traité a été accueilli par les organisations de la paix comme une étape importante sur la voie du désarmement nucléaire. Il a notamment vu le jour grâce à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN). Le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires interdit d'employer, de menacer d'employer, de mettre au point, de mettre à l'essai et de fabriquer, d'acquérir, de posséder, de stocker et de transférer des armes nucléaires dans des pays qui ont ratifié le traité. Il interdit donc aux États Parties de disposer d'armes nucléaires en tant que telles. Comme tous les autres pays de l'OTAN, la Belgique n'a pas ratifié ou signé ce traité en tant que tel. L'Autriche, Malte et l'Irlande sont les seuls États membres de l'Union européenne qui l'ont signé.

La signature et la ratification du Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires par la Belgique contribueraient certainement à la concrétisation d'un désarmement nucléaire mondial, mais seraient problématiques à l'égard de notre appartenance à l'OTAN, compte tenu de la dimension nucléaire toujours actuelle de cette alliance. Il convient dès lors que tout engagement en matière d'armement nucléaire, y compris l'adhésion de la Belgique au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, soit pris en étroite concertation avec tous les membres de l'OTAN, et fasse l'objet d'un consensus entre ceux-ci.

Il est toutefois possible que la Belgique assiste en qualité d'observateur aux réunions des États parties au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, dont la première réunion aura lieu à Vienne du 21 au 23 juin 2022. Ce statut d'observateur permettrait à la Belgique de souligner son engagement en faveur du démantèlement nucléaire et de contribuer au débat multilatéral à ce sujet, sans que soient déjà pris des engagements potentiellement contraires à ceux pris par la Belgique à l'égard de ses alliés. Par ailleurs, la Belgique ne serait pas le premier pays membre de l'OTAN à agir de la sorte. En effet, la Norvège et l'Allemagne participeront en qualité

overlegt met zijn bondgenoten in NAVO-verband en zijn bondgenoten op Europees niveau. Dit om te verzekeren dat België als geloofwaardige partner zijn aangegane engagementen respecteert. Wel moeten we als land bereid zijn om de dialoog inzake nucleaire ontwapening verder te zetten zodat multilaterale processen inzake nucleaire ontwapening kunnen worden ontwikkeld.

De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties nam op 17 juli 2017 het Verdrag inzake het Verbod op Kernwapens ("VNVN-Verbodsverdrag Kernwapens") aan, dat in werking trad op 24 oktober 2020 na de ratificatie ervan door Honduras als vijftigste verdragsstaat. Het verdrag wordt door vredesorganisaties geprezen als een belangrijke stap in de richting van nucleaire ontwapening en kwam er onder meer onder impuls van de *International Campaign to Abolish Nuclear Weapons* (ICAN). Het VN-VN-Verbodsverdrag Kernwapens verbiedt het gebruik, het dreigen met gebruik, de ontwikkeling, het testen en de aanmaak, de verwerving, het bezit, de opslag en de transfer van kernwapens in landen die het verdrag ratificeren. Als dusdanig worden kernwapens dus eigenlijk verboden voor de verdragspartijen. België heeft het verdrag als dusdanig niet geratificeerd of ondertekend, net als alle andere NAVO-landen. Oostenrijk, Malta en Ierland zijn de enige EU-lidstaten die het verdrag wel hebben ondertekend.

De ondertekening en ratificatie van het VN-Verbodsverdrag Kernwapens door België zou zeker bijdragen tot de realisatie van een wereldwijde nucleaire ontwapening. Wel zou dit problematisch zijn in het licht van ons lidmaatschap van de NAVO, gelet op het nucleaire karakter dat dit bondgenootschap nog steeds heeft. Als dusdanig moet elk engagement dat wordt aangegaan inzake nucleaire wapens gebeuren in nauw overleg met en bij consensus tussen alle NAVO-leden, met inbegrip van een Belgische toetreding tot het VN-VN-Verbodsverdrag Kernwapens.

Er kan wel als waarnemer worden deelgenomen aan de Vergadering van Verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens waarvan de eerste bijeenkomst zal plaatsvinden in Wenen van 21 tot 23 juni 2022. Met een dergelijke waarnemersstatus zou België zijn engagement inzake het streven naar nucleaire ontwapening kunnen benadrukken en kunnen bijdragen aan het multilaterale debat hierover, zonder dat reeds engagementen zouden worden aangegaan die mogelijks in strijd zijn met de engagementen van ons land ten aanzien van zijn bondgenoten. België zou ook niet de eerste NAVO-lidstaat zijn die dat doet, aangezien ook

d'observateurs à la Réunion des États parties au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires. C'est pourquoi la présente proposition de résolution demande que la Belgique participe en tant qu'observateur de manière non unilatérale à ladite réunion en étroite concertation avec ses alliés de l'OTAN et ses alliés européens.

Le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires marque un premier pas dans la direction d'un désarmement nucléaire mais ne peut pas servir à remplacer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui constitue toujours la pierre angulaire du cadre international relatif à la gestion des armes nucléaires pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le Traité de non-prolifération a été ratifié par cinq États dotés de l'arme nucléaire dont la participation est indispensable en vue d'atteindre un désarmement nucléaire effectif. En outre, contrairement au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, le Traité de non-prolifération prévoit un mécanisme qui permet de vérifier les engagements pris au travers d'un contrôle obligatoire par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ce mécanisme de vérification est essentiel pour assurer l'application des accords sur le désarmement nucléaire et entretenir la confiance entre les États concernés. Dès lors qu'aucun État doté de l'arme nucléaire n'a ratifié le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires et que ce traité ne prévoit pas de mécanisme de vérification, il est essentiel qu'il ne porte pas préjudice à la bonne application du Traité de non-prolifération.

C'est pourquoi la présente proposition de résolution demande au gouvernement de continuer à souligner l'importance du Traité de non-prolifération. Le gouvernement est également appelé à œuvrer en faveur de l'intégration d'un mécanisme de vérification dans le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, mécanisme qui favoriserait la confiance entre les États parties au traité et permettrait de convaincre plus facilement certains États d'y adhérer.

Enfin, il convient de souligner qu'outre le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, d'autres mesures devront être prises pour qu'il n'y ait plus d'armes nucléaires dans le monde et en Europe, l'élimination de ces armes devant constituer l'objectif final de nos efforts en matière de désarmement nucléaire. C'est pourquoi la présente proposition de résolution demande au gouvernement d'entamer activement des discussions sur le désarmement nucléaire dans un délai réaliste au sein de l'OTAN et de l'Union européenne, et de continuer à œuvrer au niveau international en faveur de garanties négatives en matière de sécurité au travers desquelles

Noorwegen en Duitsland als waarnemer zullen deelnemen aan de Vergadering van Verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens. Vandaar dat België op niet-eenzijdige wijze als waarnemer zou deelnemen aan de Vergadering van Verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens in nauw overleg met onze NAVO- en EU-bondgenoten.

Het VN-Verbodsverdrag Kernwapens is een goede stap in de richting van een nucleaire ontwapening maar kan niet worden gebruikt om het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens te vervangen ("Non-Proliferatieverdrag"). Dit verdrag is nog steeds de hoeksteen van het internationaal kader inzake kernwapenbeheersing en dit om verschillende redenen. In de eerste plaats is het Non-Proliferatieverdrag geratificeerd door vijf kernwapenstaten wiens betrokkenheid noodzakelijk is indien men een effectieve nucleaire ontwapening wil realiseren. Bovendien bevat het Non-Proliferatieverdrag, anders dan het VN-Verbodsverdrag Kernwapens, een mechanisme dat de verificatie van de aangegane engagementen toelaat in de vorm van een verplichte controle door het Internationaal Atoomenergieagentschap (IAEA). Een dergelijk verificatiemechanisme is essentieel om afspraken inzake nucleaire ontwapening effectief tanden te geven en het vertrouwen tussen de verschillende staten te bewaren. Door de afwezigheid van kernwapenstaten tussen de verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens en de afwezigheid van verificatiemechanismen is het essentieel dat het VN-Verbodsverdrag Kernwapens geen afbreuk doet aan de goede werking van het Non-Proliferatieverdrag.

Daarom roept dit voorstel van resolutie de regering op om het belang van het Non-Proliferatieverdrag te blijven benadrukken. Ook wordt de regering opgeroepen te ijveren voor een verificatiemechanisme bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens, aangezien op die manier het vertrouwen tussen de verdragsstaten bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens kan worden bevorderd en Staten makkelijker overtuigd zullen worden om tot dit verdrag toe te treden.

Tot slot moet benadrukt worden dat, los van het VN-Verbodsverdrag Kernwapens, verdere stappen moeten worden gezet in de richting van een kernwapenvrije wereld en een kernwapenvrij Europa, wat uiteindelijk het einddoel moet zijn van al onze inspanningen rond nucleaire ontwapening. Daarom roept het voorstel van resolutie de regering op om binnen de NAVO en de EU actief gesprekken op te starten over een nucleaire ontwapening binnen een realistische termijn en op het internationaal niveau te blijven ijveren voor negatieve veiligheids garanties waarbij kernwapenstaten zich ertoe verbinden geen kernwapens te gebruiken tegen

les États dotés de l'arme nucléaire s'engageront à ne pas utiliser leurs armes nucléaires contre les États non dotés de l'arme nucléaire qui respectent la Charte des Nations Unies et le Traité de non-prolifération.

niet-kernwapenstaten die het VN-Handvest en het Non-Proliferatieverdrag respecteren.

Els VAN HOOF (CD&V)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu le Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires (TIAN), adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 juillet 2017 et entré en vigueur le 24 octobre 2020;

B. vu le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), signé le 1^{er} juillet 1968 et entré en vigueur le 5 mars 1970;

C. considérant que le TIAN interdit explicitement le stationnement d'armes nucléaires d'autres pays sur le territoire national;

D. considérant que l'accord de gouvernement fédéral du 30 septembre 2020 prévoit que la Belgique examinera, avec ses alliés européens de l'OTAN, "comment le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires peut donner un nouvel élan au désarmement nucléaire multilatéral";²

E. considérant que trois États membres de l'Union européenne ont ratifié le TIAN;³

F. considérant que deux pays membres de l'OTAN⁴ participeront en qualité d'observateurs à la première réunion des États parties au TIAN;

G. considérant que le Concept stratégique de l'OTAN de 2010 exprime l'engagement de l'OTAN de créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires, mais indique cependant que l'OTAN demeurera une alliance nucléaire tant que les armes nucléaires existeront;

H. vu l'agression continue de la Russie contre l'Ukraine et la montée des inquiétudes relatives à une attaque nucléaire dans ce cadre;

I. considérant qu'un monde dénucléarisé est la finalité ultime et qu'un désarmement nucléaire progressif est une priorité et doit le demeurer pour les décideurs politiques;

J. considérant que le partenariat avec l'OTAN reste une pierre angulaire de notre politique de sécurité internationale et que la Boussole stratégique de l'Union européenne reconnaît elle aussi ce partenariat;

² Accord de gouvernement, Doc. parl. Chambre, 2019-2020, DOC 55 0020/001, p. 77.

³ Autriche, Malte et Irlande.

⁴ Norvège et Allemagne.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Verdrag inzake het Verbod op Kernwapens ("VN-Verbodsverdrag Kernwapens") dat werd aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 17 juli 2017 en in werking trad op 24 oktober 2020;

B. gelet op het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens ("Non-Proliferatieverdrag") dat werd ondertekend op 1 juli 1968 en in werking trad op 5 maart 1970;

C. gelet op het expliciete verbod in het VN-Kernwapenverdrag om andermans kernwapens op het eigen grondgebied te stationeren;

D. gelet op het federale Regeerakkoord van 30 september 2020, dat bepaalt dat België samen met de Europese NAVO-bondgenoten zal nagaan "hoe het VN Verdrag op het Verbod op Nucleaire Wapens een nieuwe impuls kan geven aan multilaterale nucleaire ontwapening";²

E. gelet op de ratificatie van het VN-Verbodsverdrag Kernwapens door drie EU-lidstaten;³

F. gelet op de deelname als waarnemer van twee NAVO-lidstaten⁴ aan de eerste vergadering van de Verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens;

G. gelet op het Strategisch Concept van de NAVO uit 2010 dat het engagement van de NAVO uitdrukt om de voorwaarden te creëren voor een wereld zonder kernwapens, maar tegelijkertijd ook aangeeft dat de NAVO een nucleaire alliantie zal blijven zolang er kernwapens zijn;

H. gelet op de voortdurende Russische agressie tegen Oekraïne en de toenemende bezorgdheid over een nucleaire aanval in dat verband;

I. overwegende dat een kernwapenvrije wereld het na te streven einddoel is en dat progressieve nucleaire ontwapening een prioriteit is en moet blijven voor beleidsmakers;

J. overwegende dat het partnerschap met de NAVO een hoeksteen blijft van ons internationaal veiligheidsbeleid en dat ook het Strategisch Kompas van de Europese Unie dat partnerschap erkent;

² Regeerakkoord, Parl. St. Kamer, 2019-2020, DOC 55 0020/001, blz. 77.

³ Oostenrijk, Malta en Ierland.

⁴ Noorwegen en Duitsland

K. considérant que, dans le cadre de l'OTAN également, il faut tendre à un désarmement et à un contrôle des armements effectifs à l'échelle mondiale, en incluant l'arsenal nucléaire;

L. considérant que le retrait des armes nucléaires tactiques en Europe serait un pas important vers un monde dénucléarisé, mais qu'un tel processus de désarmement nucléaire ne peut se faire unilatéralement;

M. considérant qu'un monde dénucléarisé ne peut devenir réalité que moyennant des accords réalistes, tenant compte des considérations en matière de sécurité et dont le respect peut être vérifié, et que des garanties de sécurité négatives jouent également un rôle important à cet égard;

N. considérant qu'un retrait des armes nucléaires du territoire belge ou d'autres pays européens doit se faire en étroite concertation et par consensus entre les partenaires de l'OTAN et de manière non unilatérale;

O. considérant que les engagements de la Belgique en matière d'armes nucléaires ne peuvent remettre en cause notre loyauté vis-à-vis de l'OTAN;

P. considérant que l'absence de mécanisme visant à vérifier le respect du Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires constitue un obstacle majeur à la signature et à la ratification de ce traité,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de faire en sorte que la Belgique participe, en qualité d'observateur, à la Réunion des États parties au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires, qui se déroulera à Vienne du 21 au 23 juin 2022, en étroite concertation avec l'OTAN et ses alliés européens et d'une façon non unilatérale;

2. d'entamer des discussions avec l'OTAN et les alliés européens sur des démarches additionnelles d'engagement dans le cadre du Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires;

3. de plaider, dans les enceintes internationales, en faveur d'un mécanisme destiné à vérifier les engagements des États parties au Traité des Nations Unies sur les armes nucléaires;

4. de continuer, dans les enceintes internationales, à souligner l'importance du désarmement nucléaire et à insister sur l'importance qu'a et continuera d'avoir à cet égard le Traité de non-prolifération;

K. overwegende dat ook in NAVO-verband gestreefd moet worden naar een wereldwijde en effectieve ontwapening en wapenbeheersing, met inbegrip van het nucleair arsenaal;

L. overwegende dat het verwijderen van tactische kernwapen in Europa een belangrijke stap zou zijn richting een kernwapenvrije wereld, maar dat een dergelijk nucleair ontwapeningsproces geenszins eenzijdig mag verlopen;

M. overwegende dat een kernwapenvrije wereld pas kan gerealiseerd worden door realistische akkoorden waarvan de naleving kan worden geverifieerd en die rekening houden met veiligheidsoverwegingen en dat ook negatieve veiligheidsgaranties hierin een belangrijke rol spelen;

N. overwegende dat een verwijdering van kernwapens op het grondgebied van België of andere Europese landen moet gebeuren in nauw overleg en met consensus tussen de NAVO-partners en op een niet-eenzijdige wijze;

O. overwegende dat de engagementen van België inzake kernwapens geen afbreuk mogen doen aan onze loyaliteit tegenover de NAVO;

P. overwegende dat het gebrek aan een mechanisme om de naleving van het VN-Verbodsverdrag Kernwapens te verifiëren een belangrijke hinderpaal vormt bij de ondertekening en ratificatie van dit verdrag,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. België als waarnemer te laten deelnemen aan de Vergadering van Verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens, die zal plaatsvinden in Wenen van 21 tot 23 juni 2022, in nauw overleg met NAVO en Europese bondgenoten en op niet-eenzijdige wijze;

2. gesprekken op te starten met de NAVO en Europese bondgenoten over bijkomende stappen tot engagement in het kader van het VN-Verbodsverdrag Kernwapens;

3. op internationale fora te pleiten voor een mechanisme om de engagementen van verdragspartijen bij het VN-Verbodsverdrag Kernwapens te verifiëren;

4. op de internationale fora het belang van nucleaire ontwapening te blijven benadrukken en ook te wijzen op het belang dat het Non-Proliferatieverdrag hierbij heeft en zal blijven hebben;

5. d'engager, avec l'OTAN et les alliés européens, un dialogue sur la façon d'œuvrer, de manière réaliste, au démantèlement de l'arsenal nucléaire en Europe et, à terme, à un désarmement nucléaire complet;

6. d'œuvrer activement, dans les enceintes internationales, pour que les États dotés de l'arme nucléaire donnent et confirment des garanties négatives en matière de sécurité, en vertu desquelles ils s'engagent à ne pas utiliser d'armes nucléaires contre des États non dotés de l'arme nucléaire qui respectent la Charte des Nations Unies et le Traité de non-prolifération.

9 mai 2022

5. met de NAVO en Europese bondgenoten een dialoog op te starten over hoe op een realistische manier kan worden gewerkt aan een afbouw van nucleaire wapens in Europa en op termijn aan een volledige nucleaire ontwapening;

6. op de internationale fora actief te ijveren voor het doen en herbevestigen van negatieve veiligheids-garanties door de kernwapenstaten, waarin zij zich ertoe verbinden geen kernwapens te gebruiken tegen niet-kernwapenstaten die het VN-Handvest en het Non-Proliferatieverdrag respecteren.

9 mei 2022

Els VAN HOOFF (CD&V)